



FORMULAIRE DE RECUEIL D'INFORMATIONS ET DE CONSENTEMENT

Dans le cadre de l'amélioration de l'accès à la justice, le ministère de la Justice et de la Législation met en place un dispositif d'information en temps réel des justiciables sur l'état de traitement des dossiers judiciaires. Le présent formulaire vise à recueillir les informations nécessaires concernant la **personne morale** ainsi que le consentement préalable de son représentant légal pour :

- l'informer en temps réel de l'évolution de votre dossier judiciaire ;
- lui notifier les dates d'audience, actes de procédure et autres informations utiles ;
- faciliter l'accès aux plateformes numériques (justice.bj, etc.) ;
- assurer une meilleure transparence et un suivi plus efficace de la procédure.

I. Informations sur le justiciable

Renseignez les informations

Dénomination :

Cabinet d'huissier Maître Yvonne DOSSOU

N° RCCM :

Référence du dossier judiciaire /

Numéro de procédure :

Adresse e-mail du justiciable :

secretariat.yeld@44@gmail.com

Numéro de téléphone :

(optionnel – pour SMS de notification)

0199893737

Nom et prénoms du représentant
légal :

DOSSOU Yvonne

N° Personnel d'Identification (NPI)
du représentant légal:

3653346490

II. Consentement du justiciable

Cochez la case de votre choix

Consentement au traitement des données personnelles

Je soussigné(e), déclare :

- ☒ consentir librement et accepter de manière éclairée le traitement des données fournies.
☐ Je n'accepte pas (aucune notification ne sera adressée à la personne morale).

Consentement spécifique à la notification par messagerie électronique / SMS

- ☒ j'autorise l'envoi de courriels ou de SMS.
☒ j'autorise l'envoi de courriels ou de SMS et la notification d'actes.
☐ Non, je n'autorise aucune forme de notification électronique.

III. Droits du justiciable

Le justiciable dispose :

- d'un droit d'accès aux données collectées ;
- d'un droit de rectification ;
- d'un droit d'opposition ou de retrait de son consentement à tout moment ;
- d'un droit à la suppression des données à l'issue de la procédure ou des délais légaux d'archivage.

Pour exercer ces droits, il écrit au Délégué à la Protection des Données du ministère de la Justice et de la Législation à l'adresse : **justice.dpd@gouv.bj**

Fait à Cotonou, le 05 / 02 / 2025

Signature du justiciable :

P.O Cabinet
Ma Yvonne DOSSOU
DAGBENOMBAKIN



NOTIFICATION DE CONVOCATION
AVEC SOMMATION DE COMPARAITRE

COPIE

L'an **deux mil vingt-six**

Et le **quatre (04) Février à 11 heures 10 minutes**

Et le cinq (05) Février à 11 heures 25 minutes

A la requête du **Greffier en Chef de la Cour Spéciale des Affaires Foncières (CSAF)** ayant son siège à Cotonou, y demeurant et domicilié audit siège ;

Nous, Yvonne DOSSOU-DAGBENONBAKIN, Huissier de Justice près le Tribunal de Première Instance de Première Classe et la Cour d'Appel de Cotonou, inscrit au tableau de la Chambre Nationale des Huissiers de Justice du Bénin sous le N°6, y demeurant et domicilié au Carré N°387 Cotonou (RB), 1488 Rue 5.109, Boulevard Monseigneur François STEINMETZ, 5^{ème} Arrondissement, Immeuble JEHOVAH JIRE, Feu tricolore du Carrefour Saint Michel, 01 BP 5078 RP Cotonou, Tél. : 21-31-65-77 / 99-89-37-37/ 64-35-69-74 / 95-15-23-15, soussigné, Email : secrétariatydd@yahoo.fr ;

Avons notifié et en tête des présentes remis et laissé à :

1. Monsieur **ALLISSOUTIN Géraud**, de profession inconnue, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié au quartier dans la Commune de Cotonou, tél :, où étant et parlant à :



2. Monsieur **AMINOU SAKA**, de profession inconnue, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié au carré 364, quartier dans la Commune de Cotonou, tél : 01 97 27 51 15 / 01 95 45 48 50, où étant et parlant à :

Nous avons essayé de joindre le requis par téléphone sur les numéros 0197275115 et 0195454850 qui étaient inaccessibles. N'ayant trouvé personne à qui notifier l'acte, le requis n'ayant ni domicile, ni résidence, ni lieu de travail connu conformément aux dispositions de l'article 64 du Code de procédure Civile Commerciale.

- 1) L'**original de la convocation** en date du **02 février 2026**, émanant du **Greffier en Chef de la Cour Spéciale des Affaires Foncières (CSAF)** et afférente à la Procédure : **COT_CSAF/CPI/RG/2024/1379** ;
- 2) Une **copie certifiée conforme de l'Attestation d'Instance N°460/2024/CSAF/GC/SJ**.

Leur déclarant que la présente notification leur est faite conformément à la loi et aux fins de s'y conformer.

Spéciale et administrative des comptes nous sommes rendus au parquet de la CSAF où étions et parlant à : un agent du secrétariat administratif qui a reçu copie du présent exploit et déchargé l'original.

Et de suite à même requête, nous Huissier susdit et soussigné avons fait sommation aux requis :

I. d'avoir à se présenter :

- le **mercredi onze (11) février deux mil vingt-six (2026) à 09 heures précises,**
- **dans la salle d'audience Victoire AGBANRIN/ complexe judiciaire sis à Ganhi,**
- **devant la 10^e section droit de propriété foncière DPF 10/ME1 de la chambre d'instance,**
- **dans l'affaire AKEREBOUROU Germain contre ALLISSOUTIN Géraud et AMINOU SAKA**
- **parcelle sise à Missessinto.**

Leur déclarant que « **aux termes de l'article 122 du Code de Procédure Civile Commerciale Sociale, Administrative des Comptes, ils ont la possibilité de faire élection de domicile au siège de la cour spéciale des affaires foncières et/ou de déclarer à être juger sur pièces. »**

II. de bien vouloir nous dire :

1. S'ils entendent élire domicile au siège de la cour spéciale des affaires foncières ?
2. S'ils entendent être jugés sur pièces ?

A quoi il nous a répondu

ALLISSOUTIN Géraud

1. oui ☐ non ☐
2. oui ☐ non ☐

AMINOU SAKA

1. oui ☐ non ☐
2. oui ☐ non ☐

Leur déclarant que faute par eux de se présenter, il sera pris défaut contre eux, avec tous les avantages que de droit-

Sous toutes réserves-

A ce qu'ils n'en ignorent-

Et nous leur avons, étant et parlant comme ci-dessus, remis et laissé copie du présent acte dont le coût est de :

Original : deux feuilles de timbre à 1.200 F CFA-



REPUBLIQUE DU BENIN
COUR SPECIALE
DES AFFAIRES FONCIERES
CHAMBRE
DE
GREFFE

CONVOCAATION

Procédure : COT_CSAF/20~~24~~/RG/ 1379

Le Greffier en Chef de la Cour Spéciale des Affaires Foncières (CSAF) invite

- AMINOU Saka

demeurant et domicilié à Cotonou

- téléphone :

à se présenter

- Le 11 Février 2026 à 09^h heures précises dans la salle d'audience

Victoire ABBAN BIN /Complexe judiciaire

sis à Ganhi devant la 10^e section droit de propriété foncière DPF/MEN la chambre

- 1^{re} instance dans l'affaire :

ABERE BDOU RDO Germain Contre ALLISSOUIN
Gerard et AMINOU Saka

Références de l'immeuble litigieux : Parcelle sise à Missessinto

Aux termes de l'article 122 du Code de Procédure Civile, Commerciale, Sociale, Administrative et des Comptes, vous avez la possibilité de faire éléction de domicile au siège de la Cour Spéciale des Affaires Foncières et/ou de déclarer à être jugé sur pièces.

Pièces jointes : Copie de la requête et autre

Fait à Cotonou, le 02/02/2026

Le Greffier en Chef



Eric B. HOUNGNON